

Le Canada et le Commonwealth

Membre fondateur du Commonwealth en 1931, le Canada est l'un de ses plus fervents défenseurs.

Puisqu'il transcende les blocs régionaux et les intérêts particuliers, le Commonwealth est perçu comme un modèle de multilatéralisme, un instrument idéal pour faciliter la compréhension et la bonne entente dans le monde. L'appartenance du Canada au Commonwealth enrichit et approfondit en outre les relations du pays avec les 53 autres membres. Elle aide aussi le Canada à jouer un rôle constructif dans les dossiers Nord-Sud et ajoute du poids et de la crédibilité à sa politique étrangère.

Le Commonwealth sert la politique étrangère du Canada par le fait que nombre de ses programmes sous-tendent les mêmes principes et les mêmes valeurs. La saine gestion publique et le renforcement des valeurs politiques fondamentales, que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont préconisés dans leur déclaration de Harare, à l'issue de leur réunion tenue au Zimbabwe en 1991, sont au cœur des activités du Commonwealth. Dans un monde semé d'embûches à la paix et à la sécurité, l'intérêt du Commonwealth pour le dépistage des conflits, son expérience unique des mesures de prévention et ses succès au chapitre de la résolution pacifique des conflits le placent parmi les premiers organismes capables de venir à bout de telles menaces.

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts du Commonwealth pour mettre fin de façon pacifique à l'apartheid. À titre d'exemple, il a présidé le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, créé lors de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1987 à Vancouver. Jusqu'à sa dissolution, en 1993, le Comité coordonnait les interventions du Commonwealth favorisant le passage pacifique à une démocratie non raciale. Le Canada se réjouit que l'Afrique du Sud ait été réadmise au sein du Commonwealth en 1994, à la suite de l'élection d'un gouvernement multiracial.

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a été créé en décembre 1995 et le Canada en a été un membre important jusqu'à la fin de son mandat en mars 2002. Il a notamment joué un rôle clé pour encourager le retour à la démocratie en Gambie, au Nigéria et en Sierra Leone. En 1999, le ministre des Affaires étrangères du Canada a dirigé une délégation du Groupe d'action ministériel au Pakistan afin d'évaluer la situation après un coup d'État dans ce pays.